



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 510 – 13 octobre 2023

❖ Régional

Accord de coopération entre l'UEMOA et la SFI pour l'encadrement des PPP

En marge des Assemblées annuelles de la Banque mondiale et du FMI, la Commission de l'UEMOA et la Société Financière Internationale (SFI), du groupe de la Banque mondiale, [ont signé](#) le 11 octobre 2023 un accord de coopération et de partenariat. Ce dernier s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie d'encadrement des Partenariats Public-Privé (PPP) de l'Union. Il porte en particulier sur 4 composantes, à savoir (i) la préparation d'un guide PPP, (ii) le renforcement des capacités, (iii) la définition d'un pipeline de projets en PPP et (iv) l'élaboration d'une stratégie de communication institutionnelle sur le PPP.

Accord de coopération entre l'UEMOA et Africa50 pour le développement des infrastructures

Le 10 octobre 2023, en marge des Assemblées annuelles de la Banque mondiale et du FMI, Africa50 (plateforme panafricaine d'investissement dans les infrastructures) et la Commission de l'UEMOA [ont signé](#) un accord visant à promouvoir le développement et le financement de projets bancables dans l'espace UEMOA. L'accord-cadre établit, notamment, trois secteurs prioritaires de collaboration à savoir (i) les transports, en particulier les postes de contrôle juxtaposés, (ii) l'énergie et (iv) les technologies de l'information et de la

LE CHIFFRE À RETENIR

44%

Le taux d'extrême pauvreté que pourrait atteindre le Niger en 2023

communication. Cette collaboration permettra entre autres aux deux entités de conjuguer leurs efforts pour attirer des capitaux supplémentaires dans des projets d'infrastructure régionale au sein de l'UEMOA.

UEMOA : hausse de 17% en g.a. à fin juin des crédits octroyés par les SFD

Le [rapport](#) de la BCEAO sur la situation de la microfinance dans l'UEMOA pour le 1^{er} semestre 2023 fait état d'une croissance de l'activité des systèmes financiers décentralisés (SFD). A fin juin 2023, les institutions de microfinance desservent 17,8 M clients via un réseau de 4 544 points de service, contre 16,7 M clients pour 4 484 points de service un an plus tôt. L'encours des dépôts a augmenté de 12,5% en glissement annuel (g.a.) à fin juin 2023 pour s'établir à 2 183 Mds FCFA (3,3 Mds EUR), reflétant une hausse dans tous les pays. En outre, l'encours des crédits octroyés enregistre une hausse de 16,6% en g.a. pour s'élever à 2 247 Mds FCFA (3,4 Mds EUR), masquant toutefois une baisse au Niger et en Guinée-Bissau. Le taux de dégradation brute du portefeuille des SFD s'est amélioré de 1,1 point en g.a. pour s'établir à 7,3% en juin, sous l'effet d'une

hausse des créances en souffrance moins importante que celle des crédits totaux.

🇸🇳 Bénin

Baisse des échanges commerciaux au 2^{ème} trimestre 2023 en g.a

Selon l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INStAD), les échanges commerciaux du Bénin [enregistrent](#) une baisse en valeur au 2^{ème} trimestre 2023. En particulier, les exportations affichent un repli en glissement annuel de 10% et les importations de 7,2%. Le principal produit exporté au cours de ce trimestre est le coton (62,6% du total) tandis que les principaux produits importés comprennent le pétrole (18,4% du total) et le riz semi-blanchi (14,5%). Le Bangladesh (49,2% des exportations totales), l'Inde (9%) et la Chine (8,8%) constituent les principaux clients tandis que les principaux fournisseurs sont l'Inde (21,1% des importations totales), la Chine (10%) et les Etats-Unis (8,9%).

🇸🇳 Burkina Faso

L'inflation en g.a se maintient en zone négative (-2,6%) en septembre 2023

Selon l'Institut national de la statistique et de la démographie (ISND), le taux d'inflation au Burkina Faso [s'est établi](#) à -2,6% en g.a. en septembre 2023, après -2% le mois précédent. Ce niveau d'inflation se justifie essentiellement par la baisse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (-6,3% en g.a.), et dans une moindre mesure par le repli des prix de la catégorie "loisirs et culture" (-0,4% en g.a). Ce faible niveau d'inflation est imputable à un important effet de base, avec des prix déjà élevés en 2022. En effet, en septembre 2022, l'indice harmonisé des prix à la consommation affichait une hausse de +16,5% en g.a. A l'inverse, l'inflation reste assez forte pour les catégories "logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" (+9,9% en g.a.), "santé" (+5,9% en g.a.), "restaurants et hôtels" (+5,4% en g.a.). Par

ailleurs, en moyenne annuelle, le taux d'inflation se situe à +3,6% en septembre 2023.

Adoption d'un décret sur la mise en œuvre des PPP par les collectivités

Le 11 octobre 2023, le Conseil des ministres a [adopté](#) un décret précisant les modalités de mise en œuvre du Partenariat public-privé (PPP) par les collectivités territoriales au Burkina Faso. L'adoption de ce décret vise à compléter la loi du 25 juin 2021 portant cadre juridique et institutionnel du PPP. Les innovations de ce décret portent sur : (i) la définition de critères de capacité budgétaire de sélection du PPP au niveau des collectivités territoriales ; (ii) la possibilité d'allègement du processus de sélection du partenaire privé selon la nature du projet ; (iii) la mise en place d'une cellule PPP au sein des faitières des collectivités ; (iv) la clarification des conditions de recours au PPP ; (v) la prise en compte de l'intercommunalité dans la conduite des projets PPP.

Bientôt la construction du pipeline Bolgatenga-Pô

Le 11 octobre 2023, le ministre de l'Energie, des Mines et des Carrières [a fait part](#), au cours du Conseil des ministres, de la visite de travail d'une délégation burkinabè effectuée du 16 au 19 août 2023 à Accra dans le cadre de la réalisation du projet de pipeline multi produits Bolgatanga (Ghana)-Pô (Burkina Faso). Pour rappel, le projet porte sur la construction d'un pipeline d'une longueur de 85 km, dont 35 km sur le territoire burkinabè. D'un coût de 98 Mds FCFA (149,4 M EUR), il permettra de réduire l'empreinte carbone du Burkina Faso de près de 4,8 Mt de CO₂ annuellement. Il vise également à faire des économies annuelles de 7 à 11 Mds FCFA (10,7 à 16,8 M EUR) sur le maillon du transport et à créer plus d'une centaine d'emplois. Les travaux du pipeline permettront en outre, d'augmenter l'autonomie nationale en matière de stock de réserve d'hydrocarbures avec l'ajout d'un dépôt de 60 000 m³. La durée de vie du pipeline est estimée à 30 ans.

🌐 Côte d'Ivoire

Clôture du SARA 2023

La 6^{ème} édition du Salon de l'Agriculture et des ressources animale d'Abidjan (SARA) s'est [tenue](#) du 28 septembre au 8 octobre 2023 dans l'enceinte du nouveau parc des expositions d'Abidjan. Elle avait pour thème "L'agriculture africaine face aux défis des chocs internes et externes. Quelles innovations structurelles pour améliorer les secteurs agricoles et garantir la souveraineté alimentaire" et mettait à [l'honneur](#) les Pays-Bas (destinataire de près de 37,5% de la production ivoirienne de cacao, soit 750 000 tonnes). Le salon a abrité 506 stands et 862 exposants. Le Directeur de cabinet du ministre de l'Agriculture et du Développement rural a annoncé lors de la cérémonie de clôture la tenue de 80 conférences, panels et ateliers ainsi que la présence de 400 000 visiteurs au cours de la première partie du salon. En particulier, plus de 60 entreprises françaises étaient présentes sur le salon et ont proposé une dizaine d'événements autour de thèmes très divers tels que le changement climatique, la filière avicole ou encore la sécurité sanitaire et nutritionnelle des aliments.

Signature d'un mémorandum entre la CPU-PME et le turc *Dearsan*

Le 11 octobre 2023, à l'ambassade de Côte d'Ivoire à Ankara (Turquie), a été [signé](#) un mémorandum de collaboration entre la Confédération patronale unique des petites et moyennes entreprises (PME) de Côte d'Ivoire (CPU-PME.CI) et le groupe turc *Dearsan*, spécialisé dans la construction navale, notamment militaire. Cet accord intervient dans le cadre d'une mission du président de la CPU-PME.CI en Turquie. Il prévoit, à l'occasion de l'installation imminente de *Dearsan* en Côte d'Ivoire, des transferts de compétences et de technologies au bénéfice des PME ivoiriennes ainsi que des créations d'emplois.

🌐 Gambie

7 M USD de la Bafd pour des réformes de gestion des finances publiques

La Bafd [a approuvé](#), le 3 octobre dernier, un don de 6,7 M USD à la Gambie en appui à la mise en œuvre de la 1^{ère} phase de son Programme de gestion des finances publiques et de réformes économiques. Ce financement s'inscrit dans le cadre de la Facilité d'appui à la transition de la banque, dont le premier pilier est destiné aux Etats fragiles. Le programme vise à améliorer la gouvernance et la résilience budgétaire du pays, en soutenant (i) la réforme de la gestion des finances publiques, **entre autres en vue d'une** meilleure mobilisation des recettes fiscales, en particulier douanières dont la hausse serait significative (+11% sur la durée du programme), (ii) le renforcement de systèmes de protection sociale au profit des populations vulnérables, mais également (iii) la gestion de la dette.

🌐 Mauritanie

Le PLF 2024 ambitionne une hausse des recettes fiscales

Le Conseil des ministres a adopté le 10 octobre dernier le projet de loi de finances (PLF) 2024. Ce PLF s'équilibre en recettes et en dépenses à la somme de 108,1 Mds MRU (2,7 Mds EUR), soit une progression de 1,7% par rapport à la loi de finances rectificative 2023. Il prévoit une [amélioration du solde budgétaire global](#), atteignant -1,4% du PIB (contre -2,7% du PIB en 2023). Selon le gouvernement, la baisse des dépenses de fonctionnement serait de 0,2% et correspondrait à une normalisation des dépenses, après des mesures d'urgences en réponse aux différents chocs, dont la pandémie de Covid-19. La réduction du déficit passerait principalement par une augmentation des recettes fiscales : le taux de pression fiscale est projeté pour 2024 à 15,2% du PIB, en légère hausse par rapport à 2023 (14,8% du PIB) elles contribueront à hauteur de 64,8% des recettes

budgétaires 2024. Enfin, le ministre précise que ces données font l'hypothèse d'une mise en exploitation du champ gazier Grand Tortue Ahmeyim (GTA) au 1^{er} trimestre 2024.

🇳🇮 Niger

Le budget 2023 révisé à la baisse de 40%

Selon un [communiqué](#) publié par les autorités, le budget de l'Etat pour l'année 2023 a été révisé à 1 981 Mds FCFA (3 Mds EUR), soit une baisse de 39,8% par rapport au budget initial. Cette révision a été rendue nécessaire en raison des sanctions internationales et régionales qui exposent le pays à une baisse importante des ressources tant extérieures qu'intérieures.

La croissance économique en 2023 pourrait baisser à 2,6%

Selon un [rapport conjoint de la Banque mondiale et du Programme alimentaire mondial](#) (PAM), la crise politique que traverse le Niger a considérablement réduit les perspectives de croissance et pourrait entraîner une forte augmentation du taux d'extrême pauvreté. En effet, en raison des sanctions (fermeture des frontières, suspension des financements...) qui pèsent sur le pays, la croissance économique en 2023 devrait se situer à 2,3%, contre 6% prévu initialement. L'inflation devrait encore augmenter pour atteindre 5,1% en 2023, sous l'effet de la hausse des prix des denrées alimentaires. En particulier, le rapport souligne qu'à la date du 24 septembre, le prix du riz a augmenté de 21%, du celui du maïs de 13% et du mil de 6% par rapport à la semaine précédant le coup d'Etat. En conséquence, le taux d'extrême pauvreté pourrait atteindre 44,1%, soit 700 000 personnes supplémentaires qui tomberaient dans l'extrême pauvreté en 2023. Aussi, avant la crise, on dénombrait 3,3 M personnes (13% de la population) en situation d'insécurité alimentaire aigüe. Le PAM évalue à 7,3 M (28% de la population) le nombre de personnes supplémentaires susceptibles de basculer en situation d'insécurité alimentaire aigüe.

🇸🇳 Sénégal

Lancement avec la BlsD du Fonds islamique de relance de 30,5 M EUR

Le 10 octobre, l'Etat du Sénégal par le biais du Fonds souverain d'investissements stratégiques (FONSIS) et la Banque islamique de développement (BIsD) ont lancé un nouveau fonds destiné à soutenir les PME sénégalaises impactées par la pandémie de Covid-19. L'instrument, dénommé "[Fonds islamique de relance – FIR](#)", est doté d'une enveloppe de 20 Mds FCFA (30,5 M EUR). Le financement est mis à disposition des PME-PMI via de l'investissement en capital (7,6 M EUR) et des prêts intermédiés (22,9 M EUR) en partenariat avec Coris Bank international et la Banque islamique du Sénégal, deux institutions opérant dans la finance islamique. Le FIR permettra le financement, dans sa phase pilote, de 400 entreprises avec des interventions comprises entre 10 et 50 M FCFA (15,2 et 76,2 K EUR). Il devrait ainsi contribuer au renforcement du tissu économique sénégalais tout en contribuant au développement de la finance islamique.

Accord de la Commission bancaire pour l'ouverture d'Orange Bank Africa

D'après un communiqué du 9 octobre, Orange Bank Africa (OBA), filiale du groupe français Orange, [a annoncé](#) avoir obtenu l'accord de la Commission bancaire de l'UMOA pour l'ouverture d'une succursale au Sénégal. OBA vise à offrir une gamme de services bancaires numériques simples aux 3 M clients sénégalais détenteurs d'un porte-monnaie électronique (*Orange money*) actif. Parmi ces services, un crédit instantané entre 5 000 et 1 M FCFA (7,6 EUR et 1 524,5 EUR) sera proposé avec des échéances de remboursement allant de 6 mois à un an. La banque, entièrement dématérialisée et dont le siège se trouve à Abidjan depuis 2020, a accordé ces 3 dernières années près de 230 Mds FCFA (350,6 M EUR) de micro-crédits à ses clients en Côte d'Ivoire (1,2 M). S'appuyant sur le succès d'*Orange money* en Afrique de

L'Ouest (13 M de clients actifs répartis dans 4 pays), OBA prévoit de lancer ses activités au Mali et au Burkina Faso, expansion qui pourrait lui permettre de se rapprocher son objectif de 10 M d'abonnés en 2025, alors qu'elle en compte à ce jour 1,2 M.

Sierra Leone

L'inflation atteint 50,9% en g.a en août

Selon Statistics Sierra Leone, le taux d'inflation s'établit en août 2023 à 50,9% en glissement annuel (g.a.), après 45% le mois précédent. Ce niveau élevé d'inflation est porté principalement par la hausse des prix au niveau des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+62,8% en g.a.), des restaurants et hôtels (+62,5% en g.a) ainsi que des mobiliers, équipements et entretien ménagers (+46,4% en g.a) ainsi que des loisirs et cultures (+50,3% en g.a). Toutefois, les prix du secteur éducation ont continuer de baisser (-6,9% en g.a). Par région, l'ouest et le sud (+52,8% en g.a chacun) ont enregistré les niveaux d'inflation les plus élevés, tandis que le nord (+41,7% en g.a) a affiché l'inflation la plus faible.

Togo

La LFR 2023 entérine une légère hausse du budget de l'État

L'Assemblée nationale a adopté, le 6 octobre dernier, le projet de loi de finances rectificative (LFR) pour l'exercice 2023. Cette loi porte le budget de l'Etat à 1 975,5 Mds FCFA (3 Mds EUR), soit une augmentation de 0,9%. Elle prévoit

également une hausse de 1,4% des recettes budgétaires qui passent à 1 204,1 Mds FCFA (1,8 Md EUR). Enfin, les dépenses budgétaires passent à 1 572 Mds FCFA (2,4 Mds EUR), soit une hausse de 1,1%. Cette légère révision à la hausse du budget de l'État est rendue nécessaire, selon le gouvernement, par l'évolution de la conjoncture, notamment l'inflation généralisée au plan international, les difficultés à mobiliser de nouveaux financements sur les marchés financiers et les défis sécuritaires.

Lancement du Projet de sécurité hydrique en milieu urbain

Le projet de sécurité hydrique en milieu urbain au Togo (PaSH-MUT) a été lancé le 10 octobre par la Première ministre du Togo. Ce projet est financé par la Banque mondiale à hauteur de 100 M USD et vise à étendre l'accès à l'eau potable dans le Grand Lomé via 6 nouveaux systèmes autonomes d'approvisionnement. Un renforcement de la capacité de production existante de la Société Togolaise des Eaux (TDE) dans la commune de Lomé est également prévu. Outre la construction de nouveaux forages, le projet prévoit également la réhabilitation de forages et autres systèmes existants ainsi que le remplacement et l'extension de réseaux de distribution d'eau. L'objectif est de permettre à terme à 1 M d'habitants du Grand Lomé de bénéficier d'une amélioration de la qualité de l'approvisionnement en eau, parmi eux, 200 000 qui seront nouvellement raccordés à un réseau d'eau potable.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédacteurs :

Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar, Lomé et Niamey, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Pour s'abonner :

abidjan@dgtrésor.gouv.fr